



Marc Ravalomanana, le 21 janvier 2010, dans un jet allant d'Afrique du Sud vers Madagascar mais qui a du rebrousser chemin car l'avion avait été frappé d'une interdiction d'atterrir à Ivato Antananarivo, le pilote ayant reçu un NOTAM ("Notice to Airmen") à ce sujet

« *En France, on n'a pas de pétrole mais on a des idées* ». C'est un slogan publicitaire de 1976 sorti durant la crise pétrolière à l'époque. Les prix du brut avaient alors atteint des sommets. Cette phrase a une suite : « *c'est notre richesse et notre façon de vivre qui est menacée* ». Elle était adressée aux Français qui avaient alors le devoir de sauvegarder leur souveraineté « en faisant la chasse au gaspillage ». Et c'est ainsi que, le 26 mars 1976, la France a commencé à utiliser l'heure d'été (-1h sur Madagascar en mars) et l'heure d'hiver (-2h sur Madagascar en octobre) décidés par le Président Valéry Giscard d'Estaing.

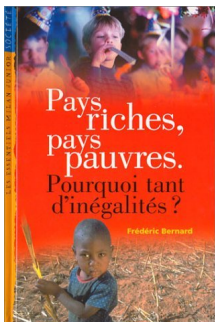


Le 23 mars 1976 sur TF1, Roger Gicquel (1933-2010), journaliste présentateur du journal télévisé de 20 heures annonce l'heure d'été. Il était alors sceptique...

A l'époque, je m'en souviens, car j'étais alors étudiant -non boursier de la révolution socialiste-

à Paris, la majorité des Français considérait que cette mesure était « inutile ». Je me souviens aussi des propos du regretté Roger Gicquel (1933-2010), journaliste présentateur du journal de 20 h sur Tf1, qui avait déclaré : « *Quand on essaye de m'expliquer le changement d'heure à moi, c'est un peu comme quand on veut me faire comprendre les liens de parenté entre la petite de la nièce de la tante Berthe et l'oncle du cousin Isidore qui s'était marié en seconde noce avec le troisième enfant né d'un troisième lit de la grand-mère du premier nommé...Je n'y comprends rien* ».

Eh bien figurez-vous que cette mesure, qui devait être temporaire au départ, est toujours mise en pratique en cette année 2020, soit 46 ans après. Mieux : elle a été élargie dans toute l'Union européenne depuis 1988 ! Est-elle efficace ? La question n'est pas là. Il s'agissait tout simplement de démontrer qu'une mesure, aussi impopulaire soit-elle au début, résiste dans l'espace et dans le temps, lorsque le peuple souverain y voit des avantages pour lui, à mesure que ce temps avance. Passons.



Dans nos contrées de l'hémisphère Sud, les populations n'ont même pas le temps de vivre les effets de décisions aussi éphémères que les appellations non contrôlées –que j'avais déjà dénommé siglomanie- et les changements de logo à chaque changement de régime. Du gaspillage monumental rien qu'en cartes de visites et papier à en-tête... Les politiciens, dans leur dangereuse globalité, ne tiennent peu, ou pas du tout, compte de l'intérêt général une fois qu'ils parviennent au pouvoir. Toutes les promesses électorales restent au stade de promesses d'ivrogne. Et le parcours de nations, à l'image de Madagascar, est semblable aux attractions foraines dites « montagnes russes », allant de pays sous-développés en pays (PSD, pays où situation sanitaire et économique est très mauvaise) ;

en pays en voie de développement (PVD qui

désignent les pays moins développés que les pays du Nord

) puis en pays moins avancés (PMA,

pays moins développés socio-économiquement)

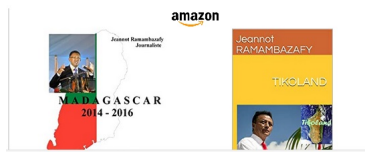
pour finir en pays plus pauvres du monde et même en pays pauvres très endettés. Tellement

endettés que les institutions de Bretton Woods –Banque mondiale et FMI- ont créé l'IPPTE (Initiative

pays pauvres très endettés) pour

«□ assister les pays les plus pauvres du monde en rendant leurs dettes internationales «soutenables»□ »

. Ces bailleurs-là, ils ont des idées, il n'y a pas à dire... Après plus d'un demi-siècle de montagnes russes socio-politico-économiques, Madagascar, en 2019, figure parmi les 21 pays d'Afrique -sur une liste de 25- les plus pauvres du monde.



Et boum ! Tout est de la faute du Président Andry Rajoelina ! Trop facile ce raccourci de pur style ravalomananien timesque. Car, malgré ces fort minables inventeurs d'histoires imaginaires pour plaire à leur idole déchue -mais aussi en dehors du règne idéologique trop long de l'Amiral Didier Ratsiraka (1975-1993 et 1997-2002)-, la réelle descente aux enfers de la paupérisation de Madagascar a bel et bien commencé en 2002 avec, jusqu'en 2018, deux présidents élus, l'un voleur et menteur, l'autre aussi corrompu que corrupteur. J'ai nommé Marco le Huitième-qui-en-a (2002-2009) et Hery-le-Nouveau (2014-2018). Heureusement que j'ai déjà rédigé deux ouvrages à leur sujet en vente sur Amazon, pour la postérité.

Entre les règnes destructeurs de Ravalo et de Rajao, il y a eu la 6^e période transitoire de 2009, dirigée par le Maire élu d'Antananarivo Andry Rajoelina. Les cinq précédentes transitions ont été : celle de 1972 dirigée par le Général Gabriel Ramanantsoa ; celle de 1975 menée par Colonel Richard Ratsimandrava puis le Général Gilles Andriamahazo ; celle de 1991 présidée par le Pr Zafy Albert et celle de 1996 menée par Norbert Lala Ratsirahonana. En 2018, Andry Rajoelina est élu Président de la République face à Marc Ravalomanana (ayant publiquement reconnu sa défaite) qui, par opportunistes et déchus interposés, dévoile une capacité de nuisance exceptionnelle pourtant ponctuée d'échecs cuisants lors des dernières élections. Election présidentielle de 2018 : perdue ; Elections législatives de 2019 : 16 députés élus sous l'étiquette de son parti Tim, sur 151 à l'Assemblée nationale ; élection communale à Antananarivo, Capitale de Madagascar : perdue. Le film «documentaire» «2009-2014, Return of a President□ after the coup in Madagascar» , de la Suédoise Lotte Mik-Mayer, sorti le 18 mars 2017, n'a eu aucun impact sur l'électorat à Madagascar, malgré les prix prestigieux qu'il a obtenu -et obtient- depuis. Mauvaise idée politique mais juteux calcul commercial. Pour qui ?...

Face à ces désastres politiques, et pour ne pas plonger encore plus dans les entrailles d'un rejet populaire irréversible, Marc Ravalomanana qui s'auto-érige en leader des forces d'opposition (défense de rire) s'allie avec tous les messieurs Tourne-veste qui existent dans la Grande île de l'océan Indien, n'est et ne sera jamais un homme de parole qui respecte la parole donnée. Ramose demeurera, pour la postérité, un moulin à paroles et une créature aux idées prises à l'emporte-pièce mais qu'il s'obstine à vouloir réaliser.

En passant, que dit la loi n° 2011- 013 portant statut de l'opposition et des partis d'opposition ? Extraits. Article 3 : Tout parti de l'opposition reconnu par cette loi, comme tout parti politique, dispose d'un programme fondamental fixant son idéologie, d'un plan d'action régissant ses activités dans le cadre de la réalisation des décisions de son dernier congrès. Article 6, alinéa 1 et 2 : A défaut d'accord, le chef du groupe politique d'opposition ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages exprimés lors du vote est considéré comme Chef de l'opposition officiel.

Si le Chef de l'opposition officiel n'est pas un parlementaire, il bénéficie d'office du statut de député et siège de droit au sein de l'Assemblée Nationale.

NO COMMENT

mais Ravalolo s'est fait des idées AVANT les élections qu'il a toutes perdu.



Marc Ravalomanana et ses alliés occasionnels du MRDM, sans base ni idéologie ni projet de société mais uniquement guidés par la haine et la jalousie envers le Président Andry Rajoelina. Certains de ces personnages ont été candidats à l'élection présidentielle de 2018, financièrement aidés par des Russes...

Mais de l'autre côté, avec sa bande de branquignoles hétéroclites (les HVMTIM disent les mauvaises langues), Marc Ravalomanana va tenter -et tente encore- de créer des diversions assez tragi-comiques dans ce contexte de coronavirus toujours présent bien qu'affaibli dans le pays. Mais leurs actions ne sont qu'enfantillages et puérilité face à des Malagasy qui

commencent à changer de mentalité vis-à-vis de cette manière plus qu'archaïquement anachronique mais constante des « gasy politocards » de faire de la « politique alimentaire égoïste » (Moi, ma villa, ma 4X4, ma famille et, enfin, le peuple). Quelles auront été les actions mémorables -à inscrire dans la case de l'Histoire sur ces sujets- que ces brailleurs des bas-fonds auront fait pour leurs compatriotes durant la pandémie de coronavirus 2020 et face au Kere qui sévit actuellement dans le Grand Sud de Madagascar ? Néant.

Par hantise de perdre encore, ils gueulent à qui veulent les entendre : « Nous allons boycotter les élections sénatoriales », parce que ceci parce que cela. A bien y voir, le ceci et le cela ne repose sur rien de bien concret mais sont guidés par la haine et la jalousie pures. Et ils s'y mettent à plusieurs pour tenter d'abattre un jeune président élu. Or, tous leurs coups sont tellement téléphonés qu'il est à se demander si, au final, Marc Ravalomanana ne restera pas, pour la postérité, le dindon d'une farce concoctée par des personnages peu intéressants mais très intéressés que sont les députés Tim, Fidèle Razara Pierre et Hanitra Razafimanantsoa qui, auparavant, ont déjà démontré, pourtant, leurs limites.

Pour comprendre le titre de cet article, sachez qu'au Moyen-âge (période entre l'An 476 à 1492) , les « ces farces » étaient de courtes comédies dites «bouffonnes» et sociales qui mettaient en scène des pères crédules, bafoués par des fils irrespectueux. Ils étaient alors déguisés en dindons , devenant ainsi, au sens propre comme au figuré, les « dindons de la farce ». Dernier scénario à corps perdu, par défi à l'autorité en place : ces descentes dans les grandes villes comme Mahajanga, Ambatondrazaka, Fianarantsoa et Antsirabe sous prétexte de « rapport oral d'activités à leurs électeurs » («*Fanaovana tatitra ho an'ny vahoaka*»). Dans leur élan de fous prétendant connaître l'article 73 de la constitution de la IV^e république du bout de leurs doigts, une possibilité s'offre, néanmoins, aux contribuables lucides, dans son dernier paragraphe : « Toute personne justifiant d'un intérêt peut saisir par écrit le Bureau Permanent de l'Assemblée Nationale pour mettre en cause un député. Le Bureau doit y apporter une réponse circonstanciée dans un délai de trois mois ». On verra.



Le Maire élu, Andry Rajoelina, dans son bureau de la Commune urbaine d'Antananarivo, sis, en 2007, à Tsimbazaza, à côté de la Préfecture de Police



Au centre : Fidèle Razara Pierre (micro) et Hanitra Razafimanantsoa (lunettes noires), 2 des 16 députés -sur 151- élus sous l'étiquette TIM à l'Assemblée nationale. Une minorité



Début décembre 2019. Les anciens présidents Marc Ravalomanana et Hery Rajaonarimampianina se serrant la main, dans un appartement parisien, pour sceller un pacte pour une lutte commune contre Andry Rajoelina, par des moyens d'éternels losers et l'aide de marionnettes qui vont leur créer une mauvaise surprise. Tôt ou tard,



